Archives de sciences sociales des religions

131-132 | juillet - décembre 2005
Varia

Limore Yagil, *Chrétiens et Juifs sous Vichy (1940-1944). Sauvetage et désobéissance civile*

Préface de Yehuda Bauer. Paris, Cerf, coll. « Histoire », 2005, 765 p.

Yves Chevalier

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : https://journals.openedition.org/assr/3247
DOI : 10.4000/assr.3247
ISSN : 1777-5825

Éditeur
Éditions de l'EHESS

Édition imprimée
Date de publication : 1 décembre 2005
Pagination : 215-311
ISBN : 2-7132-2045-9
ISSN : 0335-5985

Référence électronique
Yves Chevalier, « Limore Yagil, *Chrétiens et Juifs sous Vichy (1940-1944). Sauvetage et désobéissance civile* », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 131-132 | juillet - décembre 2005, document 132-74, mis en ligne le 21 février 2006, consulté le 21 septembre 2021. URL : http://journals.openedition.org/assr/3247 ; DOI : https://doi.org/10.4000/assr.3247

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2021.

© Archives de sciences sociales des religions

Limore Yagil, *Chrétiens et Juifs sous Vichy (1940-1944). Sauvetage et désobéissance civile*

Préface de Yehuda Bauer. Paris, Cerf, coll. « Histoire », 2005, 765 p.

Yves Chevalier

1 En France, contrairement à ce qui a pu se passer dans d'autres pays d'Europe occupée, les trois quart de la communauté juive qui y résidait ou qui y avait trouvé refuge avant la guerre ont survécu. Cela n'est pas le fait du hasard. Déjà, de nombreux travaux ont cherché à expliquer cette exception et ont analysé les étapes de ce sauvetage. L'historienne Limore Yagil, titulaire d'un doctorat de l'Institut d'études politiques de Paris et maître de conférences à l'université de Haïfa, reprend ici le dossier, en partant de l'hypothèse que ce sauvetage n'est pas seulement dû à l'action héroïque de ceux qui sont entrés dans la Résistance mais est aussi le résultat de ce qu'elle appelle la « désobéissance civile » d'un grand nombre de Français qui, refusant de rester passifs devant ce qu'ils jugeaient comme inacceptable, ont agi en faveur des juifs persécutés qu'ils rencontraient sur leur chemin. Ce refus et cette attitude n'ont pas été une réaction aux événements de l'été 1942, mais y sont bien antérieurs.

2 L'auteure construit son ouvrage en deux parties. La première intitulée « étude générale » décrit d'abord le contexte, *la défaite de 1940 et la naissance de l'État français*, d'une part, *la politique antisémite du gouvernement de Vichy (1940-1944)*, d'autre part. Cela lui permet de mettre en évidence le décalage entre la politique officielle imposée par le gouvernement et ses agences, et la pratique, sur le terrain, de certains fonctionnaires (elle étudie, en particulier, l'attitude des préfets) et d'un grand nombre de responsables qui furent loin d'appliquer sans réserves cette politique. Elle termine cette première partie en étudiant plus spécifiquement *l'attitude des chrétiens (1940-1944)*, catholiques et protestants, déjà mis en garde, avant la guerre, sur les dangers de l'hitlérisme, et qui, entrant en « résistance spirituelle », s'opposeront à la politique antisémite et apporteront leur aide, souvent décisive, aux juifs. L'auteure précise que « dans la majorité des cas, il s'agit surtout d'un engagement personnel, d'une décision prise à

l'échelle individuelle bien avant l'été 1942. » Elle se propose de le montrer dans la seconde partie « études régionales », région par région et département par département, d'abord en zone libre (Rhône-Alpes, Bouches du Rhône, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Limousin, Auvergne) ; puis en zone occupée, en zone réservée – Meurthe-et-Moselle, Vosges, Jura – et en zone interdite – Nord et Pas-de-Calais. Chaque cas ou exemple est étudié en fonction de la documentation disponible : archives administratives et privées, souvenirs, mémoires et témoignages imprimés, dossiers de la série M31 rassemblés à Yad Vashem à Jérusalem (concernant les Justes de France). En conclusion, l'auteure souligne que « loin de l'attentisme et de l'indifférence, loin de vouloir “s'accommoder” avec l'occupant, la population française s'était engagée dans l'action en faveur des juifs. Bien qu'il soit difficile d'évaluer le nombre exact de ces personnes, il est cependant évident qu'il s'agit d'un phénomène de société qui débuta dès la fin de l'année 1940. »